



Trabajo Fin de Grado

Une affaire espagnole : la déclaration
d'indépendance du 27 octobre 2017 vue par
Libération

A Spanish matter: the declaration of
independence on 27 October 2017, according
to *Libération*

Autor/es

Patricia Andrés Labara

Director/es

Antonio Gaspar Galán

Facultad de Filosofía y Letras
2018

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Le journal <i>Libération</i>	2
3. Perspective thématique d'analyse	3
4. Situation de communication	5
4.1 Contexte circonstanciel ou factuel.....	6
4.2 Contexte situationnel	8
4.3 Contexte interactionnel	10
4.4 Contexte épistémique ou présuppositionnel	11
5. Situation d'énonciation.....	11
5.1 Type de texte	12
5.2 Sujet traité	16
5.3 Identités discursives des instances impliquées.....	16
5.4 Structure.....	17
5.5 Composition	22
5.5.1 Les temps verbaux	22
5.5.2 Le lexique	25
5.5.3 La syntaxe.....	25
6. Conclusion	28
7. Bibliographie citée	30
8. Corpus analysé	32
9. Annexe	33

1. Introduction

Dans ce travail nous allons faire une analyse de cinq articles du journal *Libération* à propos des faits qui se sont déroulés en Catalogne autour du 27 octobre 2017. Ces articles racontent la situation vécue à ce moment-là en Catalogne et en Espagne, l'affrontement entre le gouvernement central et le *gouvern* catalan, la déclaration unilatérale d'indépendance de Catalogne et la réponse du gouvernement espagnol au moyen de l'application de l'article 155. Les cinq articles peuvent être consultés dans l'annexe à la fin de ce travail.

Avant de commencer avec l'analyse des textes, nous présenterons un aperçu de l'histoire et de l'idéologie du journal *Libération*, pour passer ensuite à l'analyse de la situation de communication à l'aide des théories de Patrick Charaudeau et de Françoise Armengaud. Ces perspectives nous permettront d'examiner le contexte politique et sociale des textes, les circonstances dans lesquelles ils se sont produits, les sujets qui participent dans la communication et les savoirs partagés par les locuteurs et les allocutaires.

Nous structurerons l'étude de la situation de communication à partir la division faite par Armengaud (1982) qui distingue le contexte circonstanciel, le contexte situationnel, le contexte interactionnel et le contexte épistémique. De Charaudeau, nous reprendrons ses études sur la situation communicative.

Pour l'analyse de la situation d'énonciation, nous nous appuierons sur les idées de Jean-Michel Adam à propos de la structure du texte. À l'aide de l'analyse textuelle des discours nous étudierons également le type, le sujet et la composition des textes. Pour terminer avec cette partie, nous parlerons des identités discursives des textes et des rapports de nos articles avec d'autres textes à l'aide des études de Charaudeau (2009).

Comme cela, nous allons parcourir tous les éléments qui font partie du texte, autrement dit, le contexte, les participants de la communication, la structure, la syntaxe et lexique employés, afin d'effectuer une analyse de son articulation et du milieu social et circonstanciel dans lequel il a été produit. Nous étudierons de même les procédés employés par les auteurs pour arriver à leur visée discursive et comment ils s'inscrivent eux-mêmes dans les textes au moyen de la présence de marques de subjectivité.

Ainsi, notre objectif consiste à réaliser une analyse textuelle des articles proposés, établir le lien entre eux et étudier la situation politique d'Espagne au moment où les faits dont nos articles parlent se sont passés. Autrement dit, nous analyserons aussi

bien les éléments textuels des articles que le contexte dans lequel ils ont été produits.

2. Le journal *Libération*

Libération est un journal quotidien français qui a été fondé sous la protection de Jean-Paul Sartre et qui est paru pour la première fois en 1973. François Samuelson parle dans son livre *Il était une fois Libé* (2008) de l'idéologie du journal *Libération*. Au début, ce journal se situait à l'extrême gauche, mais il a évolué vers une gauche plus modérée après la démission de Sartre, qui a eu lieu l'année 1974. Ainsi, il est considéré de nos jours comme un journal de centre-gauche.

Philippe Cohen (2012) a réalisé une étude sur les idéologies politiques des journaux français pour la revue *Marianne*. Il relie les croyances politiques des lecteurs et leur journal de préférence. Cohen situe le journal *Libération* à gauche, en rassemblant 83 % d'électeurs de gauche, par-dessus *Le Monde*. Il ajoute : « A noter que *Libération*, très polarisé à gauche, possède un lectorat bien plus aisé que celui du *Monde* et du *Figaro*. » (¶7)

Nous avons choisi le journal *Libération* à cause de la grande couverture médiatique qu'il a réalisé à propos du sujet de l'indépendance de Catalogne dans le mois d'octobre de 2017 par rapport à d'autres journaux français. En plus, ils comptent sur un correspondant à Madrid, François Musseau, qui apporte une perspective différente des faits, depuis le lieu où ils se sont succédé. Il apporte donc la vision d'autres journalistes espagnols et vit en première personne l'ambiance espagnole à ce moment-là.

Les cinq articles que nous analyserons sont reliés entre eux : l'article *L'ultime bravade de la Catalogne*, de François Xavier Gomez renvoie aux articles *Pour Mariano Rajoy, le casse-tête de la mise sous tutelle* et *Madrid et Barcelone à armes légales*, tous les deux de François Musseau, au moyen des liens hypertextes. Ces trois articles ont été publiés le 27 octobre 2017, jour où le *gouvern* catalan a déclaré l'indépendance de Catalogne et où le gouvernement espagnol a appliqué l'article 155 de la Constitution. Les autres deux articles, *Le président catalan veut s'exprimer à Madrid* et *Catalogne : «Nous avons eu tort de laisser la rue aux indépendantistes»* ont été rédigés par Gomez et datent du 24 et du 29 octobre 2017. Nous les avons choisis pour compléter le contexte social de la situation politique en Espagne ces jours-là et pour savoir ce qui s'est passé avant et après le 27 octobre. Dans l'article du 24 octobre, on annonçait l'application, vendredi matin, de l'article 155 et dans celui du 29 octobre, on rapportait

l'une des conséquences de la journée du 27 octobre, la manifestation en faveur d'une Catalogne espagnole dans les rues de Barcelone.

Ces cinq articles composent un corpus suffisant pour analyser les informations à propos de la Catalogne dans le journal *Libération* parce qu'ils sont tous les articles à propos de Catalogne parus dans ce journal dans les dates choisies. Il y a d'autres publications, mais qui ne sont pas d'articles, mais d'analyses ou de chroniques, donc nous nous sommes concentrés seulement sur les articles.

3. Perspective thématique d'analyse

Avant de commencer l'analyse de notre corpus, nous allons spécifier les bases théoriques sur lesquelles nous nous sommes appuyés pour sa réalisation.

Nous suivons la distinction de Charaudeau (2006a, ¶24) entre la situation de communication et la situation d'énonciation :

On ne confondra pas situation de communication et situation d'énonciation. La première rassemble les données externes à l'acte de langage, la seconde concerne la mise en place discursive de l'acte langagier.

Nous exposerons en premier lieu le concept de *situation de communication* à l'aide des théories de Patrick Charaudeau. D'après lui, la situation de communication est l'ensemble des conditions situationnelles non énoncées qui déterminent en partie le sens de l'acte de langage et qui font de celui-ci un objet d'échange contractuel entre les deux parties concernées. (Charaudeau, 2006a, § 21)

Dans la situation de communication, il distingue trois parties : *l'identité des partenaires de l'échange* ("qui parle à qui ?"), l'identité du sujet parlant justifie son "droit à la parole" ; *la finalité de l'acte du langage* ("je suis là pour quoi dire ?"), c'est-à-dire, la *visée discursive* de la communication ; et *les circonstances matérielles de l'échange*, qui spécifient la communication et détermine les échanges oraux (*interlocutives*) et écrits (monolocutives). (Charaudeau, 2000).

Nos articles de presse appartiennent à la situation d'échange monolocutive car le sujet parlant ne retire la parole à personne. De cette façon, nous voyons que la situation de communication ne peut pas se définir seulement à travers la notion du contexte, elle englobe plusieurs concepts.

Pour l'analyse de la situation de communication, nous l'avons divisé dans les quatre types de contexte proposés par Françoise Armengaud (1982 : 4-6) :

1. Le *contexte circonstanciel* fait référence à l'identité des interlocuteurs, à son environnement physique et au temps et à l'espace où ils se trouvent.
2. Le *contexte situationnel* englobe l'environnement culturel des interlocuteurs et la finalité de la communication.
3. Le *contexte interactionnel* est « l'enchaînement des actes de langage dans une séquence interdiscursive. » (Armengaud, 1982 :5) Ce dernier contexte n'apparaîtra que dans un article, celui intitulé *Catalogne* : « *Nous avons eu tort de laisser la rue aux indépendantistes* ».
4. Pour terminer, le *contexte épistémique* comporte les présupposés, croyances, valeurs, attentes des interlocuteurs.

La *situation d'énonciation* est le lieu où intervient le sujet à l'origine de l'ordonnancement de son acte de langage, « elle est de l'ordre de la mise en scène par le sujet qui y déploie des stratégies. » (Charaudeau, 2015 : 109)

Pour définir le type de texte auquel s'ajustent nos articles, nous utiliserons le classement classique qui distingue des textes *descriptifs, narratifs et/ou argumentatifs*. Et nous nous servirons également des études de Charaudeau (2009) au moment d'analyser les identités discursives de nos textes, pour établir une différenciation entre *l'identité discursive* de *l'identité sociale*. L'identité discursive est construite par le sujet parlant, tandis que l'identité sociale doit être reconnue par les autres dans la société.

Quant à l'étude de la structure des textes, nous emploierons comme base théorique le schéma développé par Jean-Michel Adam (1993 : § 4). Il conçoit le texte comme « une configuration réglée par divers modules ou sous-systèmes en constante interaction ». Ces sous-systèmes dont il parle sont cinq : « Les trois premiers correspondent à l'organisation qu'on peut dire pragmatique du discours [A], les deux derniers permettent de rendre compte du fait qu'un texte est une suite non aléatoire de propositions [B]. »

Dans l'organisation pragmatique [A], il distingue *la visée illocutoire [A1]*, *les repérages énonciatifs [A2]* et *la cohésion sémantique [A3]*. La visée illocutoire définit le but du texte, les repérages énonciatifs donnent au texte son caractère énonciatif d'ensemble et la cohésion sémantique fait référence au *thème global d'un énoncé*.

Les autres deux sous-systèmes [B], la *connexité [B1]* et la *séquentialité [B2]* « permettent de rendre compte du fait qu'un texte est une suite non aléatoire de

propositions ». La connexité textuelle inclut la grammaire de la phrase et la grammaire du texte. Adam considère le texte comme une *structure séquentielle*, une succession de propositions reliées entre elles vers une finalité. C'est le plan de la *séquentialité*.

Pour conclure notre analyse, nous étudierons la composition des textes à partir les temps verbaux et le lexique employé et leur syntaxe pour voir comment les auteurs structurent leur texte et obtiennent une progression textuelle. Outre, analyser la composition sert à remarquer la subjectivité des locuteurs, leur positionnement par rapport à ce qu'ils racontent.

4. Situation de communication

Tout texte argumentatif est influencé par la situation dans laquelle il est produit et il va s'imprégner des idéologies et des courants dominants au moment où il est écrit. La situation de communication est l'entourage culturel et social auquel le discours appartient et les circonstances qui encadrent les protagonistes du discours. D'après Charaudeau, la situation de communication est « le lieu institué socialement où s'inscrivent les conditions communicationnelles de l'échange sous la forme d'un contrat, lequel surdétermine le sujet qui donc n'y intervient pas. » (Charaudeau, 2015 : 109)

Charaudeau distingue quatre points principaux à propos de la situation de communication :

Une situation de communication se définit par les réponses qui sont apportées aux quatre questions qui en constituent ses composantes : 1. On communique « pour quoi dire ? » dont la réponse définit la finalité ou la visée de tout acte de communication, 2. « Qui communique avec qui ? » dont la réponse détermine l'identité des partenaires de l'échange, 3. On est là pour communiquer « à propos de quoi ? » dont la réponse définit le propos, le thème, qui fait l'objet de l'échange entre les deux partenaires, 4. « Dans quelles circonstances communique-t-on ? » dont la réponse permet de tenir compte des conditions matérielles et physiques dans lesquelles se déroule la communication.

Ces quatre questions proposées par Charaudeau sont liées à son concept de compétence situationnelle, une partie de la compétence langagière qui « exige de tout sujet qui communique et interprète qu'il soit apte à construire son discours en fonction de l'*identité* des partenaires de l'échange, de la *finalité* de l'échange, du *propos* en jeu

et des *circonstances matérielles* de l'échange. » (Charaudeau, 2000 : § 24)

Il y a d'autres définitions concernant la situation de communication, comme celle de F. Armengaud (1982 : 4-6) qui divise de même cette situation en quatre parties en distinguant *le contexte circonstanciel ou factuel, le contexte situationnel, le contexte interactionnel et le contexte présuppositionnel*.

Dans notre travail, nous allons analyser la situation de communication à partir des théories de ces deux linguistes, Armengaud et Charaudeau.

4.1 Contexte circonstanciel ou factuel

D'après Armengaud, « c'est le lieu, le temps, l'environnement des interlocuteurs, l'identité des interlocuteurs. » (Armengaud, 1982 : 4). C'est l'environnement immédiat des protagonistes. De cette façon, notre texte est situé dans l'actualité espagnole pendant le mois d'octobre de 2017, période où le sujet de l'indépendance catalane a éclaté.

Les cinq articles que nous avons choisis ont été rédigés par des journalistes français : François Xavier Gomez écrit à Paris tandis que François Musseau est un correspondant à Madrid, donc il écrit depuis la capitale espagnole. C'est le contexte factuel de nos locuteurs, les deux journalistes.

Quant au temps d'écoulement de nos textes, ils ont été écrits à la fin du mois d'octobre, entre les jours 24 et 29 octobre. Le mois d'octobre est plein de nouvelles, reportages, interviews, analyses et tout type de texte journalistique à propos de la situation politique en Catalogne. Ce mois compte sur de nombreux événements cruciaux pour la politique espagnole dont l'indépendance de Catalogne est le sujet vedette.

Le 1^{er} octobre, il s'est produit le référendum sur l'indépendance, qui avait été interdit par le gouvernement espagnol, mais qui a eu lieu finalement et qui a dérivé dans des charges policières et dans des actes de violence. Selon le gouvernement catalan, le "oui" l'emporte avec le 90% des votes, avec une participation citoyenne de 43%.

Le 3 octobre, le roi Felipe VI apparaît en télévision pour dénoncer la "déloyauté inadmissible" des dirigeants catalans et le 21 octobre, le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, annonce l'activation de l'article 155 de la Constitution dans le but de destituer le gouvernement catalan. Des manifestations contre les arrestations des dirigeants catalanes se succèdent à Barcelone.

Finalement, le 27 octobre le Sénat espagnol approuve l'activation de l'article 155 et le gouvernement central prend la tutelle des institutions catalanes, aussi que de la police régionale (*Mossos d'Esquadra*). Quelques minutes auparavant, le Parlement catalan avait proclamé la nouvelle *République catalane*. Après l'application de l'article 155, Carles Puigdemont, le président de la Généralité de Catalogne, a été destitué et le Parlement catalan, dissout.

Comme conséquence, le dimanche 29 octobre s'est produite une manifestation en faveur d'une Catalogne espagnole dans les rues de Barcelone dans laquelle on calcule la présence d'entre 300000 et un million de personnes.

Tous ces événements vont affecter sans aucun doute les résultats des élections régionales en Catalogne prévues le 21 décembre de cette même année. La presse française a suivi de très près la situation politique dans le pays voisin et a dédié des espaces dans les journaux, les télévisions et les radios sur les conséquences d'une hypothétique indépendance de Catalogne sur l'Europe et, en conséquence, sur la France.

Les articles renvoient à des dates passés et futures pour construire ce contexte et situer les lecteurs par rapport au présent. Ces références servent à rappeler les événements passés aux lecteurs et aussi à exposer ce qui arrivera dans les jours suivants. Par exemple :

En réponse aux « actes illégaux » commis par les séparatistes depuis début septembre - dont le référendum interdit du 1^{er} octobre (2) ;

Omnium Cultural, dont les deux chefs de file ont été incarcérés pour « sédition » à la mi-octobre. (4) ;

Le 21 décembre ou le chef d'inculpation de « rébellion » sera retenu dès lundi (2) ;

Le moment charnière de cette désobéissance a eu lieu les 6 et 7 septembre, au Parlement de Barcelone (5) ;

Mardi, Puigdemont s'est dit prêt à se rendre au Sénat, qui lui propose de s'expliquer jeudi après-midi ou vendredi matin. (1) ;

En particulier chaque 11 septembre pour la Diada (3)

À propos de l'espace où se situe notre texte, le tout se déroule dans les villes de Madrid et Barcelone et, plus concrètement dans les différentes institutions politiques espagnoles et catalanes, comme le *Parlement catalan* ou le *Sénat espagnol*. Outre, des

lieux spécifiques apparaissent nommés dans les articles, comme le *parc de la Ciutadella* et la *promenade Lluís Companys*.

Pour que le lecteur comprenne toutes les références spatiales et temporelles faites par les locuteurs, ils doivent partager des savoirs, il faut avoir un *environnement cognitif mutuellement partagé* (Sperber et Wilson, 1989). D'après Charaudeau, ces savoirs communs peuvent être de *connaissance* (Espagne, Catalogne, Parlement, etc.) ou de *croyance* (l'unité d'un pays est mieux que la séparation, l'unité fait la force). Les savoirs communs de connaissance nous intéressent parce qu'ils se correspondent à « des perceptions et des définitions plus ou moins objectives sur le monde. » (Charaudeau, 2000 : § 22) On présuppose donc que les récepteurs des articles connaissent l'actualité politique de Catalogne et sont familiarisés avec les endroits, ainsi qu'avec les dates et les institutions évoquées.

Les savoirs de croyance « correspondent aux systèmes de valeurs, plus ou moins normés, qui circulent dans un groupe social, qui alimentent les jugements de ses membres, et qui en même temps donnent à celui-ci sa raison d'être identitaire (opinions collectives). » (Charaudeau, 2000 : § 23) Ces valeurs sont donc construites par l'homme à partir des jugements sur le monde. Les auteurs de nos articles partagent la valeur de croyance de l'homogénéité par-dessus l'hétérogénéité, mais aussi celle de la tradition historique et même celle de la peur des mouvements nationalistes frontaliers à l'intérieur de l'UE. Ils défendent donc la permanence de la Catalogne en Espagne.

4.2 Contexte situationnel

Selon Armengaud, « la situation est qualifiée et reconnue socialement comme comportant un sens immanent pour ses protagonistes, et une ou plusieurs finalités. » (Armengaud, 1982 : 5)

Le contexte situationnel ou environnement culturel des discours et le cadre social déterminent les rôles plus ou moins institutionnalisés. C'est-à-dire, le contexte situationnel désigne l'ensemble des circonstances dans lesquelles se produit un discours. Dans notre analyse, comme il s'agit de textes journalistiques, le locuteur est le journaliste qui rédige l'article et le récepteur est toute personne qui lit l'article; le lecteur ne peut pas intervenir dans la communication. Les récepteurs du message n'interagissent pas avec le locuteur simultanément au moment de la production du message. Nous verrons cela dans l'analyse de Charaudeau, qui explique que le locuteur

doit s'ajuster aux circonstances de la communication, donc dans un article, le locuteur écrit pour un public imaginaire dans le cadre d'une communication en différé.

En plus, en ce qui concerne le rapport entre le journal et le lecteur, tout journal a son propre public et est écrit suivant une idéologie connue de la part des lecteurs. Comme nous avons vu dans la partie dédiée au journal *Libération*, sa ligne éditoriale est située à gauche. Le rapport entre le journaliste et le lecteur est fondé sur l'intérêt du lecteur sur le fait rapporté par le journaliste. Le journaliste doit attirer l'attention du lecteur, qui a choisi ce journal conformément à son idéologie. Le journaliste a donc la responsabilité de respecter les attentes des lecteurs et donner le point de vue cherché par le récepteur. Comme nous avons déjà vu, Charaudeau parle de quatre composants de la situation de communication (l'*identité* des partenaires de l'échange, de la *finalité* de l'échange, du *propos* en jeu et des *circonstances matérielles* de l'échange) et ces éléments imposent des stratégies discursives au locuteur. Ici, le locuteur doit s'adapter au moyen de transmission du discours (le support écrit quotidien), à la finalité (celle d'informer et de donner au lecteur un point de vue de l'actualité suivant une certaine idéologie), et il doit aussi tenir compte que la réception de l'information se fait en différé, c'est-à-dire, il doit prévoir et anticiper les réactions des lecteurs.

Tout cela fait partie de ce que Charaudeau (2006b : § 9) définit comme un *contrat de communication médiatique* et un *contrat d'énonciation journalistique* :

Le premier renvoie aux caractéristiques du dispositif impliquant une instance de production médiatique et une instance de réception-public, reliés par une visée d'information ; le second correspond à la façon dont l'énonciateur journaliste met en scène le discours d'information à l'adresse d'un destinataire imposé en partie par le dispositif et en plus imaginé et construit par lui.

D'après Charaudeau, la finalité cherchée par les journalistes est double : *éthique* et *commerciale*. La première fait référence au fait d'informer le lecteur de la manière la plus crédible possible tandis que la deuxième a pour but d'attirer les lecteurs, capter un grand nombre de public. Comme nous verrons dans la section de la situation d'énonciation, le journaliste doit « faire disparaître le *Je* sous des constructions phrastiques impersonnelles et nominalisées » (Charaudeau, 2006b : § 15).

Du journal *Libération*, nous avons choisi des articles rédigés par deux journalistes, François Xavier Gomez et François Musseau. Le premier journaliste est spécialisé

dans le domaine politique et ses articles traitent habituellement sur des thèmes d'actualité politique internationale. Il a suivi exhaustivement la situation politique en Catalogne et, surtout pendant le mois d'octobre, a rédigé beaucoup d'articles à propos de l'actualité espagnole et a rendu compte des faits principaux et des scénarios qui se succédaient tant en Catalogne qu'à Madrid, où le gouvernement central luttait contre la déclaration d'indépendance. Gomez constitue ce que Charaudeau (2006b : § 11) appelle un *transmetteur d'informations*.

Musseau, de sa part, apporte une vision différente car il est un correspondant envoyé à Madrid pour suivre de près la situation politique. Cela apporte un nouvel angle très attirant pour le lecteur. Grâce à sa condition de reporter spécialisé envoyé en Espagne, il est au courant de ce que publie la presse espagnole et il cite des idées et des opinions de différents journalistes espagnols comme Iñaki Gabilondo ou Ignacio Escolar. Il est immergé dans l'actualité espagnole, dont il est témoin d'exception, et peut informer le lecteur des événements en première personne. Donc, sa vision de l'affaire catalan apporte des éléments intéressants au moment d'examiner la façon dont les Français perçoivent la question de l'indépendance catalane. Il est, d'après Charaudeau (2006b : § 11), un *chercheur d'informations*.

4.3 Contexte interactionnel

D'après Armengaud (1982 : 5), le contexte interactionnel est « l'enchaînement des actes de langage dans une séquence interdiscursive. »

L'analyse de ce contexte se focalise sur les interventions des personnes qui participent dans la communication. De nos cinq articles de presse, seulement dans un cas nous pourrions étudier ce type de contexte, celui où le journaliste interviewe des personnes présentes dans la manifestation. Dans cet article, le journaliste François Xavier Gomez rapporte les impressions de quelques espagnols qui sont pour l'unité d'Espagne. Par exemple :

A côté de lui, German, la soixantaine, ajoute : « Nous avons eu tort de laisser la rue aux indépendantistes. Mais la Catalogne, c'est nous aussi, tous ceux qui ne veulent pas de cette pseudo-déclaration faite dans la précipitation. » (3)

Dans les autres quatre articles, il y a un seul locuteur, le journaliste qui a rédigé le texte, mais il y a plusieurs énonciateurs dont le locuteur a rapporté les paroles au moyen du discours direct et indirect, comme nous le verrons plus bas.

4.4 Contexte épistémique ou présuppositionnel

Le contexte épistémique ou présuppositionnel réunit « tout ce qui est également présumé par les interlocuteurs. Leurs attentes, leurs croyances, leurs intentions. » (Armengaud, 1982 : 6). Il comprend tout ce qui est présumé connu par les allocutaires. Dans les articles choisis, les interlocuteurs connaissent la situation politique espagnole grâce à la couverture médiatique de la presse française et, plus concrètement, du journal *Libération*, qui fait un rapport quotidien des événements concernant l'indépendance catalane.

Les allocutaires ont des savoirs à propos des figures importantes politiques telles que Merkel, Puigdemont ou Rajoy, cités dans les articles et ils sont au courant des dates importantes passées et futures, comme le 1^{er} octobre, date où le référendum a eu lieu, grâce à des discours antérieurs parus la veille dans le journal.

Nous trouvons des explications complémentaires à propos de la politique espagnole, étant donné que l'allocutaire est un lecteur français, comme par exemple :

La priorité des autorités centrales sera le «govern», c'est-à-dire le gouvernement séparatiste dirigé par Carles Puigdemont. (4),

Les Mossos d'Esquadra, les forces de l'ordre commandées par le gouvernement autonome et indépendantiste de Carles Puigdemont. (3)

La destitution de Carles Puigdemont, effective depuis vendredi soir, de ses consellers (ministres régionaux) (2)

5. Situation d'énonciation

La situation d'énonciation est « le lieu où intervient le sujet à l'origine de l'ordonnancement de son acte de langage (...) est de l'ordre de la mise en œuvre, de la mise en scène, par le sujet qui y déploie des stratégies » (Charaudeau, 2015 : 109). En ce qui concerne le discours journalistique, Charaudeau (2006b : § 9) parle de *contrat d'énonciation journalistique*, « qui correspond à la façon dont l'énonciateur journaliste met en scène le discours d'information à l'adresse d'un destinataire imposé en partie par le dispositif et en plus imaginé et construit par lui ».

La situation d'énonciation comporte tout mécanisme dont l'auteur s'est servi pour construire ses énoncés d'une manière concrète suivant un but, une visée illocutoire. Pour analyser la situation d'énonciation, nous allons aborder les types de texte, leur

structure et composition, le sujet traité, le traitement discursif ainsi que le lexique, les déictiques et les temps verbaux des textes.

5.1 Type de texte

Pour Charaudeau, le locuteur peut construire son discours de manière *descriptive, narrative et/ou argumentative* (Charaudeau, 2006b : § 24). Dans ses mots, le discours journalistique a également la visée de convaincre le lecteur :

Le discours journalistique est-il conduit, au nom de la finalité commerciale et de l'enjeu de captation qu'elle entraîne, à glisser vers un discours *persuasif*.

Donc, nos articles sont des textes narratifs/descriptifs, étant donné leur caractère informatif, mais ils sont en même temps argumentatifs et persuasifs parce que nous pouvons apprécier des jugements subjectifs et des inscriptions de l'auteur dans le texte. Dans l'article *L'ultime bravade de la Catalogne* (2) nous pouvons voir la position du journaliste, François Xavier Gomez par rapport aux faits qu'il va raconter. Il considère la déclaration unilatérale d'indépendance de Catalogne une fanfaronnade, ce qui est évident depuis le titre même. Il écrit depuis la France, où la préoccupation principale est la répercussion internationale de l'affaire indépendantiste et ses conséquences dans l'UE.

Comme nous avons vu, Charaudeau (2006b : § 24) affirme que le journaliste fait un effacement énonciatif au moyen des constructions impersonnelles pour ne pas s'inscrire à travers le *Je*. Cela est en rapport avec *l'enjeu de* crédibilité. Cependant, lorsque *l'enjeu de captation* entre en jeu, l'auteur prend position.

Le discours journalistique, selon ses conditions médiatiques, obéit à une visée d'*information*, c'est-à-dire de « faire savoir », et non de « faire faire » (...) L'énonciateur journaliste, lui, en principe, ne devrait être préoccupé que par sa crédibilité aux yeux de son lecteur en se construisant un ethos de savoir. Cependant, on sait que l'organe d'information dans lequel il écrit se trouve en position de concurrence avec d'autres organes d'information.

Donc, dans cet article (2), nous voyons que l'auteur prend position par rapport aux faits. Par exemple :

Elles ouvrent une période d'instabilité, et pire sans doute : un saut dans le vide dont nul ne peut prévoir les conséquences en Espagne, et dont l'onde de choc ne devrait

pas épargner l'UE, qui bien sûr ne reconnaît pas l'Etat unilatéralement créé.

Ici, l'auteur considère la déclaration d'indépendance et l'application de l'article 155 comme des situations aux conséquences incertaines et qualifie la situation avec un lexique subjectif à orientation négative (*saut dans le vide, pire*). L'emploi de l'interjection *bien sûr* affirme la position de l'auteur, qui ne reconnaît non plus l'indépendance catalane. Un autre exemple d'inscription du journaliste a lieu lorsqu'il parle de l'hymne catalan :

Els Segadors, l'hymne catalan, un chant de la fin du XIX^e siècle qui incite les « défenseurs de la terre » à porter un « bon coup de faux » à leurs ennemis, « ces gens orgueilleux et méprisants » ; l'Espagne, donc.

Il joue sur un parallélisme de la Marseillaise, qui parle des ennemis de la patrie et cite les parties les plus violentes et offensives de l'hymne catalan. Il ironise donc sur la vision que cet hymne fournit à propos des Espagnols.

Dans l'article *Pour Mariano Rajoy, le casse-tête de la mise sous tutelle* (4) rédigé par François Musseau, nous remarquons également des éléments qui signalent le positionnement de l'auteur par rapport à la situation catalane. Par exemple :

L'exécutif de Mariano Rajoy navigue à vue quant à l'application de mesures inédites Musseau critique la gestion du gouvernement central, qui n'applique que des mesures sans précédent, mais qui n'a pas un plan solide pour contrôler la situation. Il montre son opinion aussi lorsqu'il parle du référendum du 1^{er} octobre :

Or, après la terrible image donnée par l'Espagne avec les charges policières pendant le référendum du 1^{er} octobre

L'auteur de l'article *Madrid et Barcelone à armes légales* (5) cherche à transmettre la fermeté des deux parties et critique le fait que Rajoy et son gouvernement n'emploient qu'un seul argument pour éviter le dialogue, celui de la loi et la Constitution :

La loi, la loi, et encore la loi », répète à l'envi Rajoy, certes avec une variante, « la Constitution, et seulement la Constitution

Musseau critique le manque de dialogue de part du gouvernement central, qui se réfugie toujours dans la légalité :

Sauf à brandir le sempiternel leitmotiv dual, « loi » et « Constitution ». Autrement dit, hors de la légalité point de salut.

L'auteur donc se positionne dans le texte au moyen du lexique et des expressions.

De même, il considère que Puigdemont ne tient pas compte de tout le peuple catalan et rappelle les résultats des élections de 2015 :

Les sécessionnistes semblent ne pas tenir compte du fait qu'aux dernières législatives de septembre 2015, les votants pro-indépendance étaient minoritaires, avec 48 % des voix.

Dans l'article de Gomez, *Le président catalan veut s'exprimer à Madrid* (1), il y a des traits subjectifs apportés par l'auteur, comme par exemple quand il ironise à propos de la tranquillité excessive du gouvernement central :

*Le délai est **prudent** : « Dans les six mois. »*

L'auteur de l'article *Catalogne* : «*Nous avons eu tort de laisser la rue aux indépendantistes*» (5) raconte l'ambiance en Catalogne après la déclaration d'indépendance du 27 octobre et il veut remarquer le manque de célébration et d'euphorie de la part des indépendantistes. Il souligne la massive manifestation en faveur de la permanence de Catalogne en Espagne qui s'est déroulée à Barcelone le 29 octobre :

Le parc de la Ciutadella, le siège du Parlement, où a été votée l'indépendance, était fermé, et ses abords vides, sans la moindre présence policière. ;

*Samedi, Carles Puigdemont a délivré depuis **son fief** de Gérone, à la mi-journée, un **bref** message enregistré, **peu** combatif, puis s'est rendu au restaurant (...) l'image d'un homme banalement attablé en attendant son repas cadrerait **mal** avec celle du dirigeant qui avait infligé la veille un camouflet jamais vu à la monarchie espagnole et dont le camp est censé mettre en place l'indépendance de la Catalogne.*

Gomez montre ainsi son soutien aux manifestants qui défendent une Catalogne dans Espagne et insiste sur le manque d'euphorie de la part des indépendantistes dans les rues de Barcelone. Il souligne l'importance de cette manifestation pro-espagnole car d'habitude ce sont les partisans de l'indépendance qui remplissent les rues. Cette manifestation devient une sorte d'appropriation d'un symbole du mouvement sécessionniste.

Quant à la nature narrative des articles, lorsque nous parlons des textes journalistiques, il existe toujours une fonction informative dans le sens que l'auteur doit raconter les événements dont il s'occupe. Nous percevons les traits narratifs des textes dans les références temporelles et spatiales qui aident le lecteur à situer les événements et à suivre l'actualité.

L'article *L'ultime bravade de la Catalogne* (2) présente une narration suivant un ordre

chronologique : le récit démarre par la votation dans le Parlement de Catalogne dont le but est d'instaurer la République indépendante, continue avec la réaction du gouvernement espagnol et les différentes conséquences que ces mesures ont pour la société espagnole et européenne et conclut finalement par les possibles répercussions de ces événements.

Dans le premier paragraphe, l'auteur donne des références temporelles très précises : A 15 h 41 vendredi ; A 16 h 10 à Madrid. La description des faits peut s'apprécier de même dans l'emploi des temps du passé, qui appuient la narration :

Au Parlement catalan, le vote a été acquis par 70 voix pour, 10 contre et 2 abstentions, sur un total de 135 sièges.

L'article de Musseau *Pour Mariano Rajoy, le casse-tête de la mise sous tutelle* (4), présente des éléments propres du genre narratif :

Vendredi (...) Rajoy a annoncé une «suspension» pure et simple des institutions catalanes.

Dans ce texte, cependant, nous voyons la position personnelle de l'auteur pendant tout l'article. Il s'appuie dans les temps verbaux du passé pour raconter l'arrière-plan de son article, autrement dit, l'actualité politique espagnole, pour donner son point de vue à propos de cette actualité.

L'autre texte de Musseau, *Madrid et Barcelona à armes légales* (5), compte sur très peu de références temporelles (*vendredi, 2012, 1^{er} octobre*) parce que cet article est dans sa majorité argumentative, nous voyons l'opinion de l'auteur tout au long le texte. L'article de Gomez, *Le président catalan veut s'exprimer à Madrid* (1) contient des descriptions des faits sans aucune intention persuasive :

Jeudi, il doit assister à une assemblée plénière du Parlement à Barcelone.

Dans le reportage de Gomez, *Catalogne* : « *Nous avons eu tort de laisser la rue aux indépendantistes* » (3), nous remarquons l'emploi des temps verbaux du passé, mais les faits sont racontés toujours sous une perspective personnelle de l'auteur :

Samedi, l'atmosphère était étrange à Barcelone.

Ici, même si on a un repère temporel et un verbe au passé, ce n'est pas une description, mais un jugement (être + attribut).

5.2 Sujet traité

Les articles choisis ont été publiés entre le 24 et le 29 octobre. L'article du 24 octobre, *Le président catalan veut s'exprimer à Madrid* (1), annonçait l'imminente application de l'article 155 de part du gouvernement central, qui s'est finalement produite le 27 octobre.

L'article de Gomez du 27 octobre (2) raconte comment la déclaration d'indépendance votée par le Parlement catalan a provoqué l'application de l'article 155 et la destitution de Puigdemont et ses ministres.

Musseau publie deux articles le 27 octobre. Dans l'article *Pour Mariano Rajoy, le casse-tête de la mise sous tutelle* (4) il expose les conséquences de l'article 155, qui implique une suspension des institutions catalanes. Musseau rappelle que le gouvernement espagnol gouverne en minorité et il dépend des appuis des autres partis pour mener à terme ces mesures et critique la gérance du problème catalan. Dans son autre article, *Madrid et Barcelone à armes légales* (5), il montre son mécontentement par rapport aux positions intransigeantes du président du gouvernement espagnol et du leader du mouvement indépendantiste catalan, qui rendent impossible le dialogue et qui ont suscité la déclaration d'indépendance et postérieure application de l'article 155. L'article du 29 octobre, *Catalogne : «Nous avons eu tort de laisser la rue aux indépendantistes»* (3), raconte la manifestation pour l'unité d'Espagne qui a eu lieu à Barcelone et nous soulignons les déclarations de plusieurs manifestants qui ont été enquêtés.

5.3 Identités discursives des instances impliquées

Charaudeau (2006a : § 13) explique de la manière suivante le concept d'identité discursive :

Ainsi aura-t-on affaire à faire d'un côté à un *sujet énonciateur*, celui qui émerge de l'énonciation langagière, et de l'autre à un *sujet destinataire*, celui qui est impliqué par le texte lui-même. Ils sont définis en termes d'*identité discursive*. Énonciateur et destinataire sont construits par le locuteur.

Dans nos textes, le *sujet énonciateur* est le journaliste et le *sujet destinataire* est le lecteur. Il distingue l'identité discursive et l'identité sociale : « L'identité discursive a la particularité d'être construite par le sujet parlant en répondant à la question : “Je suis là pour comment parler ?” » (Charaudeau, 2009 : § 26). Tandis que l'identité sociale

est « est ce qui donne au sujet son "droit à la parole", ce qui le fonde en légitimité. » (Charaudeau, 2009 : § 19)

Les journalistes Gomez et Musseau cherchent à être crus et ils adoptent une *attitude discursive d'engagement*, « qui amène le sujet à opter pour une prise de position dans le choix des arguments ou le choix des mots ou par une modalisation évaluative apportée à son discours. » (Charaudeau, 2009 : § 30)

Quant à leur identité sociale, ils sont légitimés à prendre la parole parce qu'ils sont reconnus de la part des autres. Ils représentent l'autorité informative et les lecteurs reconnaissent leur rôle d'informateur ; ils prennent le droit à la parole lorsqu'ils écrivent. Ils ont un regard privilégié sur l'actualité et sont reconnus par le reste.

Dans nos articles, il n'y a qu'un locuteur, le journaliste, mais celui-ci introduit des énonciateurs au moyen du discours rapporté, soit à travers l'emploi du discours direct, soit à l'aide du discours indirect. Par exemple, dans *L'ultime bravade de Catalogne* (2) nous trouvons les deux types du discours rapporté :

De son côté, Puigdemont a appelé ses partisans à « maintenir le pays sur le terrain de la paix, du civisme et de la dignité ;

Il avait annoncé que le résultat du référendum (interdit par le pouvoir central), lui donnait le mandat pour proposer la transformation de la région en république.

Dans les articles de Musseau, il introduit les paroles de quelques journalistes espagnols à travers la citation directe :

Madrid a pratiqué la politique de l'autruche et Barcelone a musclé son discours sécessionniste», résume le journaliste Iñaki Gabilondo. (5)

Dans le reportage de Gomez du 29 octobre (3), il rapporte les impressions des manifestants à l'aide du discours direct et indirect :

Un drapeau espagnol en guise de cape, l'étudiant en droit pense, comme beaucoup d'opposants à l'indépendance, que les programmes des collèges et lycées de l'enseignement public, aux mains de la région, ont imposé une vision biaisée et anti-espagnole de l'histoire. Mais il précise : «J'y ai échappé car j'ai toujours été scolarisé dans des établissements privés.

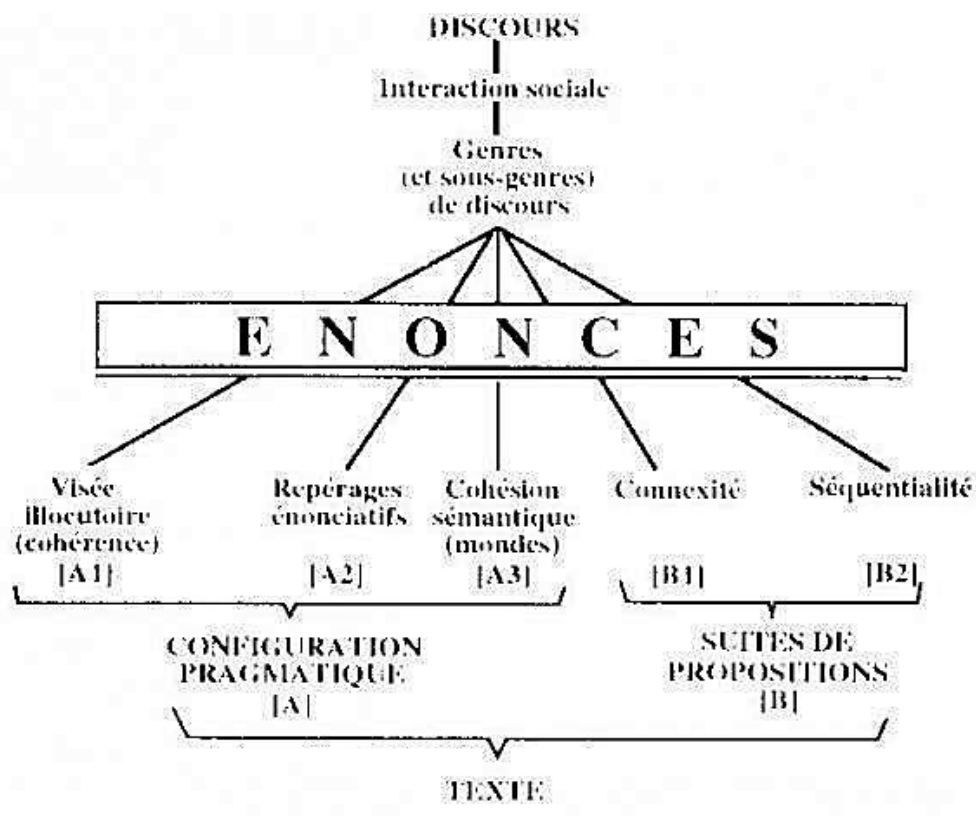
5.4 Structure

Les articles choisis comptent sur différentes parties, divisées grâce aux sous-titres. Les titres et les sous-titres ont la fonction d'attirer le regard du lecteur depuis le premier

coup d'œil et de suggérer la lecture du texte. En plus, ils servent à structurer le texte et faciliter sa compréhension. Finalement, ils évitent que le lecteur se fatigue en présentant une image visuelle plus claire de la disposition du texte.

De cette manière, l'auteur essaye d'apporter une cohérence sémantique à la narration au moyen de parties clairement distinctes mais qui sont connectées entre elles grâce à des séquences qui établissent le rythme chronologique.

Jean-Michel Adam présente le schéma suivant à propos de la structure textuelle et ses composantes.



Ce schéma montre les différentes contraintes qui participent à la genèse du discours.

« Les trois premiers correspondent à l'organisation qu'on peut dire pragmatique du discours [A], les deux derniers permettent de rendre compte du fait qu'un texte est une suite non aléatoire de propositions [B]. » (Adam, 1993 : § 4)

Dans les trois sous-systèmes qui s'occupent de l'organisation pragmatique du discours (situation culturelle dans laquelle se produit le texte) Adam distingue : la visée illocutoire [A1], les repérages énonciatifs [A2] et la cohésion sémantique [A3].

La visée illocutoire [A1] est l'objectif, l'intention du texte, qui a besoin de la cohérence pour l'atteindre. Autrement dit, il faut une intention cohérente de part du locuteur qui

sera assurée par les allocutaires.

La cohérence n'est pas une propriété linguistique des énoncés, mais le produit d'une activité interprétative. (...) Le jugement de cohérence est rendu possible par la découverte d'(au moins) une visée illocutoire du texte ou de la séquence, visée qui permet d'établir des liens entre des énoncés manquant éventuellement de connexité et/ou de cohésion et/ou de progression. (§11)

Comme nous avons vu, les articles choisis ont pour but d'informer à propos de l'actualité catalane, mais les auteurs cherchent influencer le lecteur à partir de leur point de vue. Par exemple, dans l'article 3, Gómez raconte la manifestation des partisans d'une Catalogne espagnole, mais il donne une grande importance à ce fait et se montre contre l'indépendance catalane, comme nous voyons dans le lexique à travers lequel il décrit l'absence des indépendantistes :

Le parc de la Ciutadella, le siège du Parlement, où a été votée l'indépendance, était fermé, et ses abords vides, sans la moindre présence policière.

Il existe une intention cohérente de part du locuteur qui sera assurée par les allocutaires étant donné que le locuteur est conçu par les allocutaires comme une figure fiable, légitimée à prendre la parole parce qu'il représente l'autorité par rapport à l'information. Dans ce cas-là, celle de faire ressortir les expressions anti-indépendantistes.

Le deuxième sous-système qui apparaît dans le schéma comporte les repérages énonciatifs [A2]. Adam distingue plusieurs grands types de repérages énonciatifs, mais celui qui sert à notre analyse est « l'énonciation (de « discours » ou actuelle) écrite dans laquelle le contexte doit être verbalisé en vue d'une interaction à distance. » (Adam, 1993 : § 17)

Dans les articles de notre travail, les locuteurs ne s'inscrivent pas dans le texte au moyen d'embrayeurs personnels. Cela correspond à *l'enjeu de crédibilité* de Charaudeau dont nous avons parlé, qui a pour but de rapporter l'actualité de la manière la plus vraisemblable possible, ce qui est le résultat de l'emploi de la troisième personne par exemple. Toutefois, ils s'insèrent dans le texte, comme nous avons déjà montré, au moyen d'autres procédés (lexique, discours rapportés, etc.) pour arriver à ce que Charaudeau définit comme *l'enjeu de captation*.

Nous trouvons des déictiques spatio-temporels et de la monstration qui situent le texte dans l'espace et dans le temps par rapport à l'énonciateur. Par exemple, nous trouvons

dans les cinq articles des indices temporelles comme *aujourd'hui, le lendemain*. Dans l'article de Gomez du 29 octobre (3), nous remarquons des indices spatiaux :

Je suis ici parce qu'un peuple qui a peur n'est pas un peuple libre, s'exclame Antonio, 54 ans. ;

A côté de lui, German, la soixantaine, ajoute : «Nous avons eu tort de laisser la rue aux indépendantistes »

Le dernier sous-système de l'organisation pragmatique du texte est la cohésion sémantique [A3]. Il est nécessaire une cohérence au niveau sémantique pour que le discours soit croyable et logique. « La dimension sémantique globale est représentée par ce qu'on appelle la macro-structure sémantique ou, plus simplement, le thème global d'un énoncé. » (Adam, 1993 : § 24). Notre discours est intégré dans un monde vériconditionnel, c'est-à-dire, le sens des énoncés est relié à la vérité constatable, ils s'encadrent dans la réalité extralinguistique. La cohérence sémantique vient déterminée par les mécanismes langagiers utilisés par l'auteur pour que le discours soit logique et acceptable. C'est le cas des connecteurs ou les figures de style comme l'ironie. Tous ces éléments du texte facilitent la lecture aux récepteurs.

Les connecteurs servent à relier deux énoncés et ils aident à structurer le texte, en proportionnant une lecture plus fluide. Roulet (1985) distingue différentes relations entre deux énoncés à partir du connecteur qui les relie. Parmi ces relations, il y a dans le corpus celles d'*argument*, de *contre-argument*, de *reformulation* et de *topicalisation*.

1. Les relations d'*argument* sont marquées par des connecteurs comme *parce que* ou *donc*. Dans l'article *Madrid et Barcelone à armes légales* (5), nous trouvons les deux exemples :

Les textes empêchent la tenue d'un référendum pour des raisons arithmétiques - l'immense majorité des députés et sénateurs espagnols y sont farouchement opposés- et parce que cela supposerait un chamboulement constitutionnel sans précédent. ; Vendredi, face à l'intransigeance de Madrid et selon la logique dans laquelle il s'est muré, il n'avait donc pas d'autre choix que de confier à son Parlement le soin de déclarer l'indépendance.

2. Les relations de *contre-argument* peuvent se repérer à l'aide des connecteurs *mais, pourtant*, parmi d'autres. Dans *L'ultime bravade de la Catalogne* (2), nous voyons :

Mais Mariano Rajoy ne souhaite sûrement pas, en emprisonnant des hommes et femmes politiques, fournir de nouveaux martyrs à la cause séparatiste. ; Il a

cependant appelé le gouvernement espagnol à choisir «la force de l'argument plutôt que l'argument de la force »

3. Les relations de reformulation sont marquées par des connecteurs comme *en fait, finalement, enfin* et nous les exemplifions à l'aide de l'article 4 :

Enfin, l'administration Rajoy est faible, puisqu'elle gouverne en minorité et qu'elle dépend des socialistes pour poursuivre la mise sous tutelle de la région rebelle.

Ce connecteur a comme fonction de mettre fin au texte au moyen d'une conclusion.

4. Les relations de topicalisation sont déterminées par la présence des connecteurs comme *quant à* et servent à remarquer le sujet dont on parle.

Quant à la partie de la société catalane opposée à la sécession, elle ne devrait pas tarder à faire entendre sa voix. (2)

Ce type de connecteurs met en relief la partie importante de l'énoncé, dans ce cas, la partie de la société catalane opposée à la sécession.

Le système suivant à analyser est celui des organisateurs de l'articulation des propositions : [B1] et [B2].

La connexité textuelle [B1] englobe la grammaire de la phrase et du texte : « La connexité (...) opère non seulement à l'intérieur de la proposition, mais aussi en exerçant des contraintes textuelles sur les reprises d'unités » affirme J.-M. Adam (1990: 109). Il doit avoir une connexion entre les propositions qui conforment le texte et cela peut s'obtenir également à l'aide des anaphores et des connecteurs, mais il faut assurer la progression textuelle.

Les anaphores servent à reprendre un antécédent dans le texte et leur fonction est de donner cohérence au texte au moyen d'éviter les répétitions. Par exemple, dans l'article *Madrid et Barcelona à armes légales* (5) :

(...) alors doit prévaloir la « liberté de décider du peuple catalan ». En employant cette formule, les sécessionnistes (...)

Dans nos articles, les anaphores les plus fréquentes sont celles qui fonctionnent comme un pronom personnel et remplacent un nom déjà cité :

*Les deux décisions concomitantes sont des premières : **elles** instaurent des situations qui ne se sont jamais produites en Espagne depuis le retour à la démocratie, en 1978.*
(2)

Dans les articles analysés, les locuteurs remportent la connexité du texte par différents moyens. Dans l'article *L'ultime bravade de la Catalogne* (2), favorise la connexité du texte grâce à l'ordre chronologique qu'il suit et à la manière dont il organise les phrases du point de vue thématique. Il divise le texte en différentes sections de sorte que chaque phrase est reliée à celles qui l'entourent, autrement dit, au cotexte.

Dans l'article *Madrid et Barcelone à armes légales* (5), l'auteur sépare les propositions selon le sujet : d'un côté, il parle de l'absence de dialogue de part du gouvernement espagnol et de l'autre côté, il montre l'obstination du gouvernement de Puigdemont à ne pas suivre la loi. Il regroupe donc les propositions du texte dans deux grands ensembles et assure ainsi la progression du texte.

Le plan de la séquentialité [B2] concerne les éléments internes qui structurent le texte, comme les articulateurs logiques ou les outils d'énumération. Ces derniers, par exemple, apportent au texte un ordre linéale qui sert à marquer les étapes du discours et à faire progresser le texte :

Et d'abord la formation, en deux semaines, d'une commission chargée d'organiser l'élection d'une Assemblée constituante. (1);

Pour simplifier, on peut dire que le pouvoir central ne brandit qu'un seul et unique argument, qui reflète son absence de roman national. (5) ;

Enfin, l'administration Rajoy est faible, puisqu'elle gouverne en minorité et qu'elle dépend des socialistes pour poursuivre la mise sous tutelle de la région rebelle. (4)

5.5 Composition

La composition d'un texte montre les procédés employés par les locuteurs pour donner une progression au texte et pour l'organiser. Pour étudier cette composition, il faut tenir compte des temps verbaux, du lexique et de la syntaxe. En plus, elle montre les traits subjectifs introduits par le locuteur et nous pouvons donc découvrir sa prise de position.

5.5.1 Les temps verbaux

Dans nos articles, le mode prédominant est l'indicatif dû à sa capacité à exprimer des faits dans le présent, le passé et le futur.

- Le présent

Les valeurs du présent que nous avons remarqué dans le corpus sont :

1^{er}, l'expression d'un fait qui a commencé dans le passé et qui dure encore au moment de l'énonciation:

Depuis des semaines, le «155» est sur toutes les bouches. (4) ;

2^e, la présentation des faits situés au moment où l'on parle :

Le pouvoir central ne brandit qu'un seul et unique argument, qui reflète son absence de roman national. (5) ;

3^e, la description :

Une autre institution officielle est la cible des manifestants (3) ;

4^e la valeur du futur :

Elles (La proclamation de l'indépendance catalane et l'application de l'article 155) ouvrent une période d'instabilité, et pire sans doute : un saut dans le vide dont nul ne peut prévoir les conséquences en Espagne (2)

- Le passé

L'imparfait est employé pour décrire un fait du passé dont on ne connaît ni le début ni la fin :

*Les démonstrations massives dans la rue **étaient** traditionnellement l'apanage des indépendantistes (3) ;*

*En début de soirée, la foule **affluait** autour de l'arc de triomphe de brique rouge. (2)*

En ce qui concerne le passé composé, nous soulignons trois valeurs.

1^{er} l'expression d'un fait accompli à un moment donné du passé :

*Omnium Cultural, dont les deux chefs de file **ont été** incarcérés pour «sédition» à la mi-octobre. (4) ;*

2^e l'exposition d'une succession d'événements :

*Trois semaines **se sont écoulées**, le dialogue ne **s'est pas produit**, l'indépendance **est donc proclamée**. (2)*

3^e l'emploi du passé composé à valeur de présent :

*Depuis le début du conflit catalan, les deux camps **sont engagés** dans un dialogue de sourds. (5)*

Le plus-que-parfait exprime des actions antérieures à une autre action passée :

*Seuls les camions-régies de plusieurs télés sur le parking témoignaient qu'un événement exceptionnel **s'était produit** la veille. (3),*

Les élus du Parti populaire (PP, conservateur), du Parti socialiste catalan (PSC) et

*de Ciudadanos **avaient quitté** l'hémicycle en signe de protestation. (2)*

Dans ce dernier exemple, ces politiciens avaient quitté l'hémicycle avant la votation, donc c'est une action antérieure à une autre action passée, celle de voter.

- **Le futur**

Du futur simple, nous ne notons qu'une valeur : le futur simple employé pour parler des faits qui se produiront dans un futur proche :

Le lendemain, la Chambre haute espagnole débattrà - et certainement approuvera - l'application de l'article 155. (1),

La priorité des autorités centrales sera le «govern» (...) (4)

Le futur proche est employé une seule fois dans tous les textes choisis pour exprimer un fait considéré comme sûr dans le futur :

Le Tribunal constitutionnel et les juges espagnols vont poursuivre leur offensive contre les dirigeants indépendantistes. (2)

- **Le conditionnel**

Il est employé pour parler des hypothèses, des actions soumises à des conditions :

*Les textes empêchent la tenue d'un référendum pour des raisons arithmétiques - l'immense majorité des députés et sénateurs espagnols y sont farouchement opposés - et parce que cela **supposerait** un chamboulement constitutionnel sans précédent. (5)*

Dans ce cas-là, il s'agit d'une supposition dans le futur. L'auteur parle du bouleversement dans la politique espagnole qui provoquerait l'approbation du référendum sur l'indépendance catalane. Autre exemple d'hypothèse dans le futur :

*Les mobilisations des nationalistes, qui **pourraient** bloquer l'accès des forces espagnoles aux institutions (4)*

L'auteur évoque les éventuelles complications que le gouvernement espagnol peut avoir pour appliquer l'article 155.

Le conditionnel aide donc à exprimer des faits plus ou moins réalistes, des actions imaginaires ou douteuses. Les journalistes se servent de ce mode verbal pour présenter les conséquences hypothétiques de l'actualité espagnole dans le futur, ils évoquent les possibles scénarios qui peuvent arriver postérieurement. Ils essaient de cette manière de transmettre une idée à propos des répercussions du sujet de l'indépendance de la Catalogne au moyen des conjectures, mais qui laissent voir leur position et leur préoccupation sur ce thème :

Un saut dans le vide dont nul ne peut prévoir les conséquences en Espagne, et dont

*l'onde de choc ne **devrait** pas épargner l'UE (2)*

5.5.2 Le lexique

Le lexique des cinq articles appartient au domaine de la politique et au contexte espagnol : *Constitution, votant, hémicycle, parti, Parlement, Rajoy, Puigdemont, article 155, CUP, gouvern*, parmi d'autres exemples. Nous trouvons également le champ lexical de l'indépendance : *séparatiste, indépendantiste, sécessioniste, référendum, République catalane*.

Les termes propres à la politique espagnole ou catalane sont expliqués par les auteurs dans le but que le lecteur français comprenne tous les mots, même s'il n'est pas familiarisé avec eux. Par exemple :

La bannière estelada («étoilée», celle de l'Etat désiré). (2)

Dans ce cas, l'auteur explique un mot catalan qui fait référence au drapeau indépendantiste.

Ces explications sont obligées puisque les allocutaires sont Français et que les savoirs espagnols ne sont peut-être pas connus d'un lecteur français lambda.

Comme déjà vu, le lexique subjectif est présent aussi dans les cinq articles : *saut dans le vide, dangereuses, terrible image, faible, sempiternel leitmotiv, périlleux, folle, etc.*

5.5.3 La syntaxe

Dans les cinq articles, nous voyons une présence importante des signes de ponctuation, surtout les deux points, employés pour introduire des discours rapportés ou des explications de l'auteur même. Par exemple :

Les deux décisions concomitantes sont des premières : elles instaurent des situations qui ne se sont jamais produites en Espagne depuis le retour à la démocratie, en 1978. (2)

C'est le cas d'un commentaire du propre auteur. Comme introducteurs des discours directs nous avons, par exemple :

Mais le ministre de la Justice, Rafael Catalá, a mis en garde mardi : «La violation par Carles Puigdemont de ses obligations ne se règle pas exclusivement en convoquant des élections.» (1)

Dans le corpus, nous pouvons voir dans une phrase des propositions courtes et des propositions longues. Ce mélange sert à distinguer les données importantes de celles qui sont plutôt secondaires.

Le bloc indépendantiste, formé d'une coalition pilotée par le parti de centre droit de

Carles Puigdemont et du mouvement anticapitaliste CUP, a quasiment fait le plein, puisqu'il dispose de 71 sièges. (2)

Ici, nous voyons que les données principales sont que le bloc indépendantiste a quasiment fait le plein et elles se trouvent dans les propositions les plus courtes. De cette façon, l'importance informative est placée dans les propositions courtes et les propositions longues servent à construire le décor ou à nuancer l'information.

Dans les cinq articles, il n'y a qu'une phrase interrogative, au début de l'article intitulé *Le président catalan veut s'exprimer à Madrid* (1) :

Des élections régionales anticipées, issue possible de la crise qui oppose le pouvoir central à une région en rébellion ?

L'auteur commence l'article en résumant ce qu'il va exposer après et il laisse ouverte la possibilité des élections anticipées.

Nous remarquons de même la présence abondante des subordonnées relatives, qui aident à compléter les informations, à expliquer. Ce type de subordonnées ajoutent d'information et contribuent à la narration/description des faits. Ces constructions répondent donc à la nature descriptive/narrative des articles de presse.

Nous percevons surtout les relatives introduites par le pronom relatif *qui* :

*Le Sénat espagnol votait l'application de l'article 155 de la Constitution, **qui** suspend de facto le statut d'autonomie de la région (2)*

La fonction des subordonnées relatives est de reprendre des antécédents et éviter des répétitions pour faire le texte plus fluide. Dans le cas des subordonnées introduites par *qui*, le pronom relatif remplit la fonction du sujet du verbe.

L'emploi des subordonnées circonstancielles est également assez fréquent. Nous notons des propositions subordonnées de temps, qui situent l'action dans le temps :

*Le président de la région dans les années 30, fusillé par Franco **après que** le régime de Vichy l'eut extradé. (2) ;*

Des subordonnées d'opposition :

*Madrid refuse d'accepter tout dialogue hors du cadre constitutionnel **alors que** Barcelone n'entend pas renoncer à ce qui lui semble «au-dessus des lois espagnoles» (5) ;*

Des subordonnées de cause, qui indiquent l'origine d'un fait :

*Les textes empêchent la tenue d'un référendum (...) **parce que** cela supposerait un chamboulement constitutionnel sans précédent. (5)*

Dans ce dernier cas, le verbe est conjugué au conditionnel car la cause est présentée par le locuteur comme hypothétique.

L'emploi de quelques types de subordonnée, comme dans le cas des subordonnées d'opposition et de cause, servent à introduire des arguments. Dans l'exemple antérieur, la conjonction *parce que* introduit une proposition qui explique une action exprimée dans la proposition principale, elle précise la raison de cette action. Ainsi, dans cet exemple, la cause de l'impossibilité de la réalisation d'un référendum est le chamboulement constitutionnel que cela supposerait.

Les subordonnées d'opposition sont employées pour exprimer une idée contraire à ce qui est dit dans la proposition principale. Dans l'exemple cité plus haut, la conjonction *alors que* exprime un rapport d'opposition entre deux faits simultanés, indépendants l'un de l'autre, mais qui ne se contredisent pas. Ce type de subordonnées introduisent des arguments qui mettent en relief la différence entre les deux actions. Les faits sont présentés parallèlement comme opposés.

L'utilisation des subordonnées a pour but de compléter les informations et d'apporter des précisions (comme nous avons vu dans le cas des relatives), mais aussi d'introduire des arguments (au moyen d'opposer deux faits, par exemple).

6. Conclusion

Comme nous avons vu, le journal *Libération* est situé à gauche et les journalistes de nos articles se positionnent dans leur discours par rapport à ce qu'ils racontent. Le journaliste doit rapporter l'actualité de la manière la plus fidèle pour suivre l'enjeu de crédibilité, mais il doit de même soigner l'enjeu de captation, qui provoque l'inscription de l'auteur dans le texte. Tant Gomez que Musseau racontent la situation politique espagnole et ils se positionnent contre l'indépendance de Catalogne, même s'ils critiquent aussi la gestion du gouvernement espagnol de la question sécessionniste.

Les deux journalistes sont les seuls locuteurs dans notre analyse et les allocutaires sont imaginés, il n'y a pas donc de communication simultanée entre le locuteur et le récepteur, c'est une communication en différé. En plus, les allocutaires sont Français, donc il y a une culture différente par rapport à l'Espagne et les locuteurs doivent apporter les explications nécessaires pour que ces allocutaires puissent arriver à participer d'une manière pleine au discours. Nous voyons cela dans, par exemple, les explications à propos des termes propres de la Catalogne comme *govern*, *consellers* ou *Mossos d'Esquadra* et aussi dans les explications en ce qui concerne la politique et les institutions espagnoles. Ces explications sont dans la plupart des fois introduites à l'aide des tirets ou des parenthèses. Comme nous avons vu lorsque nous avons étudié la structure des textes à l'aide du schéma d'Adam, tout texte doit avoir une cohésion sémantique [A3] et une connexité textuelle [B1] qui fait que le texte soit vraisemblable et logique grâce aux connecteurs, les anaphores et tout ce qui assure la progression textuelle.

Les journalistes emploient des stratégies discursives en vue d'étayer leur crédibilité et au même temps pour construire des articles qui visent à persuader le lecteur. La communication médiatique a donc une double visée : informer et persuader, ce qui implique que le texte soit descriptif/narratif en même temps qu'argumentatif. Dans le corpus nous avons apprécié des *stratégies de légitimation*, nous avons vu comment les locuteurs se construisent comme des sujets légitimés à travers leur expérience, la rédaction d'articles antérieures concernant ce sujet. Ils sont chargés d'informer le lecteur. En plus, ils visent à légitimer leur discours et à réaffirmer leur droit à parler. Ils arrivent à donner cette image d'autorité grâce aux références temporelles et aux descriptions des événements qui les placent dans une position privilégiée capable de communiquer l'actualité.

Il y a aussi une stratégie de *crédibilité*. Les locuteurs cherchent la vraisemblance à

travers les discours rapportés d'autres journalistes et des protagonistes du sujet tels que Rajoy ou Puigdemont. Nous constatons ce type de stratégies aussi grâce à la présence du modalisateur *certainement* et à l'emploi de la troisième personne au lieu de la première pour s'effacer du texte et donner une sensation d'objectivité qui mène à la crédibilité. En conséquence, il n'existe pas d'embrayeurs personnels, mais des déictiques spatio-temporels et démonstratifs.

Finalement, il y a une stratégie de *captation*, mise en place par les locuteurs pour faire que l'interlocuteur trouve intéressant ce qu'ils disent et partage leur opinion ou adhère de façon irrationnelle à ses propres sentiments suscités par la lecture du journal. Cela est fait au moyen de l'emploi du mode conditionnel, qui exprime des hypothèses et laisse entrevoir les conséquences de l'indépendance catalane ; à l'aide du lexique subjectif ; aussi grâce au recours aux savoirs de croyance qui prônent l'unité d'un pays face au séparatisme ; et même à travers l'ironie.

7. Bibliographie citée

ADAM, Jean-Michel. 1993. « Le texte et ses composantes », *Semen* [En ligne], 8 | consulté le 08 janvier 2017. URL : <http://journals.openedition.org/semen/4341>

ADAM, Jean-Michel. 1990. *Eléments de linguistique textuelle*, Liège, Mardaga.

ARMENGAUD, Françoise. 1982. « Eléments pour une approche pragmatique de la pertinence. » *Philosophica*, Gand, n° 29.

CHARAUDEAU, Patrick. 2000. « De la compétence situationnelle aux compétences de discours », dans *Actes du colloque de Louvain-la-Neuve sur Compétence et didactique des langues*, 2000, consulté le 10 juin 2018 sur le site de Patrick Charaudeau

URL: <http://www.patrick-charaudeau.com/De-la-competence-situationnelle.html>

CHARAUDEAU, Patrick. 2006a. « Un modèle socio-communicationnel du discours. Entre situation de communication et stratégies d'individuation », dans *Médias et Culture. Discours, outils de communication, pratiques : quelle(s) pragmatique(s) ?* L'Harmattan, Paris, consulté le 4 janvier 2017 sur le site de Patrick Charaudeau

URL: <http://www.patrick-charaudeau.com/Un-modele-socio-communicationnel.html>

CHARAUDEAU, Patrick. 2006b. « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », *Revue SEMEN*, n° 22, *Énonciation et responsabilité dans les médias*, Presses Universitaires de Franche-Comté, Besançon, novembre, consulté le 4 janvier 2017 sur le site de Patrick Charaudeau

URL : <http://www.patrick-charaudeau.com/Discours-journalistique-et.html>

CHARAUDEAU, Patrick. 2009. « Identité sociale et identité discursive. Un jeu de miroir fondateur de l'activité langagière », dans Charaudeau P. (dir.), *Identités sociales et discursives du sujet parlant*, L'Harmattan, Paris, 2009, consulté le 12 juin 2018 sur le site de Patrick Charaudeau.

URL: <http://www.patrick-charaudeau.com/Identite-sociale-et-identite.html>

CHARAUDEAU, Patrick. 2015. « De la "scène d'énonciation" au "contrat" et aller-retour », dans Johannes Angermüller et Gilles Philippe (dir.), *Analyse du discours et dispositifs d'énonciation. Autour des travaux de Dominique Maingueneau*, Limoges, Lambert-Lucas, p. 109-116., 2015, consulté le 17 juin 2018 sur le site de Patrick Charaudeau.

URL: <http://www.patrick-charaudeau.com/De-la-scene-d-enonciation-au.html>

COHEN, Philippe. 2012. « La couleur politique des médias », *Revue Marianne* [En

ligne], consulté le 5 juin 2018. URL : <https://www.marianne.net/politique/la-couleur-politique-des-medias>

ROULET, E. & al. (1985) : *L'articulation du discours en français contemporain*. Berne, Lang.

SAMUELSON, François. 2008. *Il était une fois Libé*, Éditions J'ai lu. Paris.

SPERBER, Dan. & WILSON, Dreider. 1989. *La pertinence. Communication et cognition*. Les Éditions de Minuit. Paris.

8. Corpus analysé

GOMEZ, François. (2017). *Le président catalan veut s'exprimer à Madrid*. *Libération.fr*. [En ligne], consulté le 15 juin 2018. URL : <http://www.liberation.fr/planete/2017/10/24/le-president-catalan-veut-s-exprimer-a-madrid> 1605422

GOMEZ, François. (2017). *L'ultime bravade de la Catalogne*. *Libération.fr*. [En ligne], consulté le 4 janvier 2017. URL : <http://www.liberation.fr/planete/2017/10/27/l-ultime-bravade-de-la-catalogne> 1606351

GOMEZ, François. (2017). *Catalogne : « Nous avons eu tort de laisser la rue aux indépendantistes »*. *Libération.fr*. [En ligne], consulté le 15 juin 2018. URL : <http://www.liberation.fr/planete/2017/10/29/catalogne-nous-avons-eu-tort-de-laisser-la-rue-aux-independantistes> 1606678

MUSSEAU, François. (2017). *Pour Mariano Rajoy, le casse-tête de la mise sous tutelle*. *Libération.fr*. [En ligne], consulté le 15 juin 2018. URL : <http://www.liberation.fr/planete/2017/10/27/pour-mariano-rajoy-le-casse-tete-de-la-mise-sous-tutelle> 1606349

MUSSEAU, François. (2017). *Madrid et Barcelone à armes légales*. *Libération.fr*. [En ligne], consulté le 15 juin 2018. URL : <http://www.liberation.fr/planete/2017/10/27/madrid-et-barcelone-a-armes-legales> 1606348

ANNEXE

Article 1. *Le président catalan veut s'exprimer à Madrid.* Par François-Xavier Gomez, le 24 octobre 2017.

Elections anticipées, indépendance... Puigdemont, qui doit se rendre au Sénat espagnol, hésite encore sur sa stratégie.

Des élections régionales anticipées, issue possible de la crise qui oppose le pouvoir central à une région en rébellion ? Ce scénario, largement évoqué, apparaît moins probable à trois jours de la réunion du Sénat qui, vendredi à Madrid, devrait entériner la confiscation des prérogatives de l'exécutif catalan.

Un retour aux urnes, un peu plus de deux ans après le précédent scrutin, avait été inscrit samedi par le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, dans son agenda de prise de contrôle de la Généralité. Le délai est prudent : «Dans les six mois.» En Catalogne, au sein des indépendantistes mais aussi de leurs opposants, des voix ont pressé Carles Puigdemont de prendre la même décision avant d'être démis de ses fonctions. Le Parti socialiste (PSOE) est favorable à cette initiative rendant inutile l'application de l'article 155 que doit voter le Sénat. Mais le ministre de la Justice, Rafael Catalá, a mis en garde mardi : «La violation par Carles Puigdemont de ses obligations ne se règle pas exclusivement en convoquant des élections.»

Cette décision apporterait un ballon d'oxygène au président séparatiste, mais constituerait un reniement : la «loi de déconnexion» adoptée par sa majorité le 7 septembre prévoyait une déclaration d'indépendance unilatérale deux jours après un vote positif au référendum du 1er octobre. Trois semaines plus tard, la proclamation de la sécession n'est toujours pas intervenue.

De nouvelles élections sont en outre un exercice périlleux pour les deux camps. Rajoy prend le risque de légitimer les indépendantistes par le suffrage universel. Et une nouvelle victoire des séparatistes est envisageable après l'émotion suscitée par la répression policière des votants du 1er octobre.

Mardi, Puigdemont s'est dit prêt à se rendre au Sénat, qui lui propose de s'expliquer jeudi après-midi ou vendredi matin. Le calendrier est serré : jeudi, il doit assister à une assemblée plénière du Parlement à Barcelone. Le lendemain, la Chambre haute espagnole débattrait - et certainement approuverait - l'application de l'article 155.

Article 2. *L'ultime bravade de la Catalogne.* Par François-Xavier Gomez, le 27 octobre 2017.

Le Parlement de la région autonome a voté vendredi en faveur de la sécession, portant à son paroxysme le bras de fer avec Madrid, qui a activé dans la foulée le processus de mise sous tutelle des institutions catalanes.

A 15 h 41 vendredi, le Parlement de Catalogne a voté une résolution ouvrant la voie à l'instauration d'une «République catalane, en tant qu'Etat indépendant et souverain, de droit, démocratique et social». A 16 h 10 à Madrid, le Sénat espagnol votait l'application de l'article 155 de la Constitution, qui suspend de facto le statut d'autonomie de la région et met ses principales institutions sous la tutelle du pouvoir central. Les deux décisions concomitantes sont des premières : elles instaurent des situations qui ne se sont jamais produites en Espagne depuis le retour à la démocratie, en 1978. Elles ouvrent une période d'instabilité, et pire sans doute : un saut dans le vide dont nul ne peut prévoir les conséquences en Espagne, et dont l'onde de choc ne devrait pas épargner l'UE, qui bien sûr ne reconnaît pas l'Etat unilatéralement créé. La maire de Barcelone, Ada Colau, opposée à l'indépendance, a parlé d'une «collision entre deux trains».

Séparation

Au Parlement catalan, le vote a été acquis par 70 voix pour, 10 contre et 2 abstentions, sur un total de 135 sièges. Le bloc indépendantiste, formé d'une coalition pilotée par le parti de centre droit de Carles Puigdemont et du mouvement anticapitaliste CUP, a quasiment fait le plein, puisqu'il dispose de 71 sièges. Les élus du Parti populaire (PP, conservateur), du Parti socialiste catalan (PSC) et de Ciudadanos avaient quitté l'hémicycle en signe de protestation. A l'annonce du résultat, les restants, accompagnés par 200 maires favorables à la sécession, ont entonné Els Segadors, l'hymne catalan, un chant de la fin du XIXe siècle qui incite les «défenseurs de la terre» à porter un «bon coup de faux» à leurs ennemis, «ces gens orgueilleux et méprisants» ; l'Espagne, donc. Un coup de faux : c'est ce qu'ont donné les représentants élus au lien qui unit la région avec le royaume d'Espagne.

A LIRE AUSSI Pour Mariano Rajoy, le casse-tête de la mise sous tutelle

La résolution votée prévoit un chemin rapide vers la séparation (lire ci-contre). Et d'abord la formation, en deux semaines, d'une commission chargée d'organiser l'élection d'une Assemblée constituante. La proclamation correspond au scénario

proposé par Puigdemont le 10 octobre, lors de son discours devant le Parlement. Il avait annoncé que le résultat du référendum (interdit par le pouvoir central), lui donnait le mandat pour proposer la transformation de la région en république. Une proclamation qu'il suspendait «quelques semaines», le temps d'ouvrir une phase de dialogue avec Madrid. Trois semaines se sont écoulées, le dialogue ne s'est pas produit, l'indépendance est donc proclamée.

Des milliers de partisans de l'indépendance se sont réunis à proximité du Parlement catalan, dans le parc de la Ciutadella à Barcelone, agitant la bannière estelada («étoilée», celle de l'Etat désiré) et sabrant le cava, le mousseux de la région. En début de soirée, la foule affluait autour de l'arc de triomphe de brique rouge situé sur la promenade Lluís Companys, qui honore le président de la région dans les années 30, fusillé par Franco après que le régime de Vichy l'eut extradé.

A LIRE AUSSI Madrid et Barcelone à armes légales

A Madrid, le vote de l'article 155 a été suivi par l'adoption d'autres dispositions : la destitution de Carles Puigdemont, effective depuis vendredi soir, de ses consellers (ministres régionaux) et du bureau du Parlement de Barcelone, qui a validé la mise à l'ordre du jour de la résolution sécessionniste. Mais les sénateurs espagnols ont aussi accepté un amendement du Parti socialiste espagnol rejetant, au nom de la liberté d'expression, la prise de contrôle des médias publics de la région, TV3, la station Catalunya Radio et l'agence de presse ACN. Mariano Rajoy avait pourtant défini cet objectif comme prioritaire, jugeant que l'exécutif catalan avait transformé son service public audiovisuel en machine de propagande indépendantiste.

Les principaux dirigeants européens (Macron, Merkel), ainsi que les Etats-Unis, ont réaffirmé leur soutien à l'Etat espagnol et leur refus de reconnaître cet éventuel nouvel Etat, le premier à exiger son indépendance dans un pays de l'Union européenne. Donald Tusk, le président du Conseil européen, a souligné que l'Espagne restait «la seule interlocutrice» de l'UE. Il a cependant appelé le gouvernement espagnol à choisir «la force de l'argument plutôt que l'argument de la force», alors que beaucoup craignent que la remise au pas de la région rebelle ne s'accompagne d'une spirale d'agitation et de répression, comme les violences policières contre le référendum du 1er octobre.

Avenir flou

Pendant toute la semaine, les épisodes de la crise catalane se sont accumulés, de façon imprévisible. Et l'avenir s'annonce encore plus flou. Le Tribunal constitutionnel et les juges espagnols vont poursuivre leur offensive contre les dirigeants indépendantistes.

Deux responsables d'associations séparatistes sont d'ailleurs en prison depuis la mi-octobre pour «sédition». Le chef d'inculpation de «rébellion» sera retenu dès lundi contre Carles Puigdemont et probablement aussi contre son gouvernement. Mais Mariano Rajoy ne souhaite sûrement pas, en emprisonnant des hommes et femmes politiques, fournir de nouveaux martyrs à la cause séparatiste.

De son côté, Puigdemont a appelé ses partisans à «maintenir le pays sur le terrain de la paix, du civisme et de la dignité». Quant à la partie de la société catalane opposée à la sécession, elle ne devrait pas tarder à faire entendre sa voix. En attendant des élections régionales anticipées, annoncées pour le 21 décembre, une indépendance pleine et entière de la Catalogne n'a que d'infimes chances de devenir une réalité.

Article 3. *Catalogne : « Nous avons eu tort de laisser la rue aux indépendantistes ».* Par François-Xavier Gomez, le 29 octobre 2017.

Pour la troisième fois en trois semaines, entre 300 000 et un million de personnes attachées à la Catalogne espagnole ont défilé, dimanche, à Barcelone.

Moments insolites dans la manifestation des partisans d'une Catalogne espagnole, dimanche à Barcelone : les passages des hélicoptères de la police nationale au-dessus de la foule sont applaudis et acclamés au cri de «c'est celle-ci, notre police». Elle, et non les Mossos d'Esquadra, les forces de l'ordre commandées par le gouvernement autonome et indépendantiste de Carles Puigdemont. Une autre institution officielle est la cible des manifestants qui scandent «TV3 manipulatrice». La chaîne de télévision publique catalane est accusée de s'être mise au service de la feuille de route vers l'indépendance, et un épisode lui est particulièrement reproché : avoir montré en boucle quelques nostalgiques de la dictature franquiste présents sur le parcours du précédent défilé anti-indépendance, le 17 octobre.

Nostalgiques.

Entre 300 000 et un million de personnes ont donc, pour la troisième fois en deux semaines, battu le pavé de la capitale catalane. C'est un fait majeur, puisque les démonstrations massives dans la rue étaient traditionnellement l'apanage des indépendantistes. En particulier chaque 11 septembre pour la Diada, la fête nationale catalane. «Je suis ici parce qu'un peuple qui a peur n'est pas un peuple libre, s'exclame Antonio, 54 ans. Et aujourd'hui, je n'ai plus peur.»

A côté de lui, German, la soixantaine, ajoute : «Nous avons eu tort de laisser la rue aux indépendantistes. Mais la Catalogne, c'est nous aussi, tous ceux qui ne veulent pas de cette pseudo-déclaration faite dans la précipitation.» Le groupe d'amis qui les entoure, tous munis de drapeaux espagnols et catalans, acquiesce. Ils viennent de L'Hospitalet, la deuxième ville de Catalogne, une banlieue où vivent de nombreux habitants venus d'autres régions d'Espagne, Andalousie et Estrémadure en tête.

Le slogan «Puigdemont en prison» est le plus repris, souvent accompagné de «et Junqueras avec lui». Le ministre régional de l'Economie est en effet une cible privilégiée pour avoir prétendu qu'une Catalogne séparée de l'Espagne resterait dans l'Union européenne et qu'elle attirerait en masse les investisseurs étrangers.

Marga, 42 ans, est en colère. «Ces gens-là nous mentent depuis des années. Et ils nous volent aussi : toute leur propagande a été financée sur des fonds publics.» Les jeunes

sont nombreux dans le défilé. Sur la rambla de Catalunya, un groupe d'adolescents tente de décrocher à l'aide d'une hampe de drapeau une bannière indépendantiste suspendue au balcon d'un premier étage. Malgré les encouragements de plusieurs passants, ils abandonnent vite. Un peu plus loin, Naïm, 19 ans, explique : «Je ne veux pas qu'on continue à dire que tous les jeunes sont en faveur de la sécession.»

Un drapeau espagnol en guise de cape, l'étudiant en droit pense, comme beaucoup d'opposants à l'indépendance, que les programmes des collèges et lycées de l'enseignement public, aux mains de la région, ont imposé une vision biaisée et anti-espagnole de l'histoire. Mais il précise : «J'y ai échappé car j'ai toujours été scolarisé dans des établissements privés.»

A l'angle du Passeig de Gràcia et de la Gran Via est dressée une scène où se succèdent les orateurs. Tous les partis anti-indépendance sont représentés, et l'importance des législatives anticipées, fixées au 21 décembre, revient dans tous les discours. «Votarem, votarem» («nous voterons») scande la foule.

Abords vides.

Samedi, l'atmosphère était étrange à Barcelone. Loin d'être survoltée, comme on aurait pu s'y attendre après une folle journée qui a vu la proclamation d'une république et la révocation d'un gouvernement entier. Le parc de la Ciutadella, le siège du Parlement, où a été votée l'indépendance, était fermé, et ses abords vides, sans la moindre présence policière. Seuls les camions-régies de plusieurs télévisions sur le parking témoignaient qu'un événement exceptionnel s'était produit la veille. Vendredi soir, les rassemblements de partisans de l'indépendance avaient été discrets : l'immense majorité des plus de 2 millions de votants lors du référendum interdit du 1er octobre était restée à la maison, loin de la liesse qu'on aurait pu attendre.

Samedi, Carles Puigdemont a délivré depuis son fief de Gérone, à la mi-journée, un bref message enregistré, peu combatif, puis s'est rendu au restaurant. Captée par les caméras à travers la vitre de l'établissement, l'image d'un homme banalement attablé en attendant son repas cadrait mal avec celle du dirigeant qui avait infligé la veille un camouflet jamais vu à la monarchie espagnole et dont le camp est censé mettre en place l'indépendance de la Catalogne.

Lors du défilé de dimanche, une pancarte ironisait sur le drapeau indépendantiste, frappé d'une étoile : «Où est l'étoile ? Elle est filante.»

Article 4. *Pour Mariano Rajoy, le casse-tête de la mise sous tutelle.* Par François Musseau, le 27 octobre 2017.

Après l'annonce de l'indépendance, le Sénat madrilène a voté en urgence l'article 155. Son application s'annonce délicate.

En réponse aux « actes illégaux » commis par les séparatistes depuis début septembre - dont le référendum interdit du 1er octobre -, Madrid dispose désormais d'un arsenal juridique sur mesure pour étouffer la rébellion institutionnelle en Catalogne. Depuis des semaines, le «155» est sur toutes les bouches, sans que l'opinion espagnole sache précisément de quoi il retourne, sauf qu'il s'agit de la mise sous tutelle d'une région insoumise par le pouvoir central.

Jamais appliqué en quarante ans de démocratie, l'article 155 de la Constitution espagnole confère au gouvernement central toute latitude pour prendre le contrôle sur ladite région «rebelle». Il propose des mesures coercitives à la carte : le gouvernant peut à sa guise préférer une mise sous tutelle soft ou bien totale. Vendredi, à la suite d'une houleuse séance au Sénat, le conservateur Mariano Rajoy a choisi la deuxième option : avec l'aval de la Chambre haute (où son Parti populaire détient la majorité absolue), il a annoncé une «suspension» pure et simple des institutions catalanes. Dans la pratique, hormis le Parlement autonome, dont les fonctions seront réduites à la portion congrue, toutes les institutions catalanes seront placées sous la férule des ministères centraux dans la capitale espagnole.

Défi.

Quoique l'exécutif de Mariano Rajoy navigue à vue quant à l'application de mesures inédites, on dispose d'ores et déjà de plusieurs certitudes. Sauf esprit va-t-en guerre de Madrid - ce qui n'est pas dans son intérêt -, la première est que le «155» s'appliquera de façon graduelle pendant une durée de six mois. Pas question de prendre simultanément le contrôle de l'exécutif, des finances régionales, du centre des télécommunications, de la police autonome, des médias publics ou de l'enseignement. Tout d'abord parce que Madrid ne dispose pas de la capacité logistique pour le faire en peu de temps ; ensuite parce que cette série de mainmises sans précédent provoquerait certainement des affrontements entre les forces de l'ordre et des mouvements populaires surexcités. Deuxième certitude : la priorité des autorités centrales sera le «govern», c'est-à-dire le gouvernement séparatiste dirigé par Carles Puigdemont. Ce dernier devra être destitué, ainsi que ses treize ministres régionaux, à la suite de quoi des «experts» et des

«gestionnaires» prendront les manettes des administrations en question.

Pour le gouvernement de Rajoy, soutenu par les socialistes et les centristes libéraux, il sera aussi crucial de dominer la police autonome catalane et ses 17 000 Mossos d'Esquadra, bien plus nombreux que les quelque 6 000 gardes civils et policiers nationaux présents en Catalogne. «Lors du référendum interdit du 1er octobre, on avait pu constater que les Mossos agissaient plutôt en faveur des votants, et non pas pour la défense de la légalité espagnole», éditorialise le quotidien conservateur ABC. D'ailleurs, le major des Mossos a été poursuivi en justice à Madrid pour «sédition». Le pouvoir central s'attachera donc à nommer au plus vite un remplaçant.

Quoi qu'il arrive, il sera très compliqué pour l'administration Rajoy d'appliquer cet article. En particulier pour ce qui concerne la suspension de la Generalitat (le siège du pouvoir à Barcelone), ses ministères, ainsi que les forces de l'ordre catalanes. Plusieurs voix sécessionnistes ont prévenu que l'on devait s'attendre à un véritable mouvement de désobéissance civile au sein de ces organismes.

Autre défi de taille pour le pouvoir central : les mobilisations des nationalistes, qui pourraient bloquer l'accès des forces espagnoles aux institutions et autres organismes contrôlés par la Generalitat et causer des altercations dangereuses. Or, après la terrible image donnée par l'Espagne avec les charges policières pendant le référendum du 1er octobre, Mariano Rajoy entend à tout prix agir de la manière la moins violente possible. Cela ne sera pas aisé : les milieux indépendantistes, très bien organisés, ont déjà démontré leur capacité de mobilisation grâce aux deux grands mouvements associatifs, l'Assemblée nationale de Catalogne et Omnium Cultural, dont les deux chefs de file ont été incarcérés pour «sédition» à la mi-octobre.

Faible.

L'entreprise de mise sous tutelle est aussi rendue plus difficile par le fait que l'Etat espagnol n'y a qu'une place discrète, cette riche région disposant d'une des autonomies les plus généreuses d'Europe. A titre d'exemple, sur ses 220 000 fonctionnaires, seuls 9 % travaillent pour l'administration centrale. Certes, la vice-présidente du gouvernement Rajoy, Soraya de Santamaria, a annoncé que les employés publics désobéissants seraient mis à l'index, sans salaires. Mais, «dans la pratique, souligne le journaliste Ruben Amon, la faiblesse des moyens humains et matériels de Madrid risque de compliquer la tâche. Il est fort possible que l'article 155 naufrage dans un territoire hostile, où presque toutes les prérogatives ont, au cours de ces trente dernières années, été transférées vers la Catalogne.»

Enfin, l'administration Rajoy est faible, puisqu'elle gouverne en minorité et qu'elle dépend des socialistes pour poursuivre la mise sous tutelle de la région rebelle.

Article 5. *Madrid et Barcelone à armes légales.* Par François Musseau, le 27 octobre 2017.

Mariano Rajoy invoque la souveraineté de la loi, tandis que Carles Puigdemont brandit la souveraineté du peuple. De quoi rendre le dialogue impossible.

Depuis le début du conflit catalan, les deux camps sont engagés dans un dialogue de sourds. Chacun s'est enfermé dans sa propre logique, au point de ne plus pouvoir en sortir pour établir la base d'une possible communication. Légalité espagnole d'un côté, souveraineté du peuple catalan de l'autre. «Cet enfermement aveugle de Madrid et de Barcelone explique en bonne partie la totale méfiance réciproque entre le chef du gouvernement, Mariano Rajoy, et le leader séparatiste, Carles Puigdemont, note Ignacio Escolar, du journal en ligne Eldiario.es. Difficile, sur cette base, de pouvoir négocier. Personne n'a fait l'effort de comprendre l'adversaire.»

Découpage.

Pour simplifier, on peut dire que le pouvoir central ne brandit qu'un seul et unique argument, qui reflète son absence de roman national : «la loi, la loi, et encore la loi», répète à l'envi Rajoy, certes avec une variante, «la Constitution, et seulement la Constitution». Lorsqu'en 2012, après la mobilisation de 1,5 million d'indépendantistes dans les rues de Barcelone, le leader Artur Mas a promis l'eldorado de la sécession, les conservateurs à Madrid n'ont pas daigné lui répondre. Sauf à brandir le sempiternel leitmotiv dual, « loi » et « Constitution ». Autrement dit, hors de la légalité point de salut. Depuis, le dialogue n'a pas existé. «Madrid a pratiqué la politique de l'autruche et Barcelone a musclé son discours sécessionniste», résume le journaliste Iñaki Gabilondo. A l'approche du référendum interdit du 1er octobre, les séparatistes emmenés par Carles Puigdemont ont brandi la menace d'un durcissement de la confrontation, avec cet argument : puisque la négociation est impossible, alors doit prévaloir la «liberté de décider du peuple catalan». En employant cette formule, les sécessionnistes semblent ne pas tenir compte du fait qu'aux dernières législatives de septembre 2015, les votants pro-indépendance étaient minoritaires, avec 48 % des voix. Même si en terme de sièges et en raison d'un découpage électoral favorisant les zones rurales, les forces séparatistes ont obtenu la majorité absolue. Aux yeux de Madrid, n'existe que la Constitution et le statut d'autonomie catalan. Les textes empêchent la tenue d'un référendum pour des raisons arithmétiques - l'immense majorité des députés et sénateurs espagnols y sont farouchement opposés- et parce que cela supposerait un chamboulement constitutionnel

sans précédent.

«Transition».

Bien conscients de cette impossibilité, les indépendantistes qui contrôlent presque tous les leviers en Catalogne (enseignement, médias publics, politique linguistique, Parlement, exécutif...) ont décidé de ne pas respecter le cadre constitutionnel. Le moment charnière de cette désobéissance a eu lieu les 6 et 7 septembre, au Parlement de Barcelone, lorsque les formations sécessionnistes ont violé la loi électorale en vigueur, refusé les amendements de l'opposition et voté de façon express deux législations qui entrent en collision avec la Constitution de 1978 et que le Tribunal suprême à Madrid n'a pas tardé pas à suspendre : l'une autorise le référendum du 1er octobre, l'autre une «transition» vers une hypothétique «république de Catalogne».

Aujourd'hui, l'incompréhension entre Mariano Rajoy et Carles Puigdemont découle de cette fracture légale : Madrid refuse d'accepter tout dialogue hors du cadre constitutionnel alors que Barcelone n'entend pas renoncer à ce qui lui semble «au-dessus des lois espagnoles », à savoir «la souveraineté du peuple catalan ». Si Puigdemont lâche ce qu'il appelle « un mandat historique », il trahirait sa cause et les millions de Catalans à qui il a promis «un Etat nouveau». Vendredi, face à l'intransigeance de Madrid et selon la logique dans laquelle il s'est muré, il n'avait donc pas d'autre choix que de confier à son Parlement le soin de déclarer l'indépendance. Même symbolique.